**837 Quel avenir pour les Frères musulmans dans le monde arabe ?**



Si le groupe est érigé en bête noire d’un côté comme de l’autre de la Méditerranée, il semble en net recul depuis une décennie, bien qu’il faille nuancer ce constat. OLJ / Par Soulayma MARDAM BEY, le 7 juin 2025 à 23h00

C’est un document qui a fait couler beaucoup d’encre. Fin mai, le ministère français de l’Intérieur rendait public un rapport intitulé « *Frères musulmans et islamisme politique en France* ». Alors que celui-ci pointe une influence réelle mais déclinante de la mouvance, il est présenté par l’exécutif et une partie de la classe politique comme la preuve qu’un « *entrisme* » frériste menacerait les institutions républicaines et la cohésion sociale. Un discours qui peut surprendre, non seulement parce que le document reconnaît lui-même que le phénomène ne doit pas être surestimé, mais aussi parce que « *à domicile* », en Égypte et dans le reste du monde arabe, l’organisation et le mouvement des Frères musulmans (FM) semblaient, depuis le coup d’État de 2013 contre le président égyptien Mohamed Morsi, en net recul. Au point que nombre d’analystes ont pu évoquer leur déclin.

Certes, cet affaiblissement est à nuancer. « *La situation dans laquelle ils se trouvent leur a été en grande partie imposée. Par conséquent, je pense que le terme “crise” a plus de sens* », souligne Joas Wagemakers, professeur associé d’études islamiques et arabes à l’université d’Utrecht et auteur de *The Muslim Brotherhood, Ideology, History, Descendants* (2022).

« *L’organisation est interdite en Égypte depuis des années, elle est sous le feu des critiques de l’Arabie saoudite et des Émirats arabes unis depuis une période similaire, et elle a récemment été interdite en Jordanie, qui a longtemps été l’un des pays les plus ouverts à l’égard des FM* », rappelle-t-il, notant toutefois que la situation n’est pas entièrement mauvaise pour le groupe, avec notamment des « *affiliés toujours présents et influents dans des pays comme le Koweït et le Yémen* ».

Pour comprendre les racines de ce reflux, il faut revenir aux années 2010-2011. Parce qu’ils ont longtemps constitué la seule force d’opposition organisée dans des pays arabes où l’espace politique a été confisqué durant des décennies, les FM sont les principaux bénéficiaires de la première vague des printemps arabes, en particulier en Tunisie et en Égypte. Et ce, même s’ils ont davantage joué un rôle d’observateurs que d’instigateurs des soulèvements.

L’euphorie ne sera toutefois que de courte durée. L’avènement d’Abdel Fattah el-Sissi au pouvoir en Égypte vient clore « *l’âge d’or* » de l’islam dit politique. Le maréchal bénéficie de l’appui d’une coalition d’États du Golfe qui scrutent d’un œil hostile la montée en puissance de la confrérie, se montrent inquiets face aux succès électoraux de partis proches des FM – y compris au Maroc avec les islamistes du Parti justice et développement – et craignent alors une déstabilisation interne de leur pouvoir.

Une animosité qui remonte à l’invasion du Koweït par les troupes irakiennes de Saddam Hussein en 1990 et à l’opposition des FM à l’offensive militaire menée alors par les États-Unis contre Bagdad en soutien à son allié. Dans la continuité de cette histoire et profitant de l’échec des printemps arabes, Riyad et Abou Dhabi emboîtent le pas au Caire et qualifient respectivement en mars et novembre 2014 la confrérie d’« *organisation terroriste* ». Malgré ces coups durs, les FM bénéficient toutefois du soutien d’un autre État du Golfe, le Qatar, pour qui les réseaux fréristes constituent un outil de rayonnement médiatique et diplomatique. Cette divergence de fond entre Doha et ses voisins est au cœur de la crise qui les oppose à partir de juin 2017.

**Prématuré**

Quelques années plus tard, la réconciliation progressive entre ces acteurs fragilise néanmoins davantage les FM. S’il ne change pas son fusil d’épaule, le Qatar invite plusieurs dirigeants de la confrérie à quitter son territoire en février 2022, dans un souci d’apaisement régional, comme il l’avait déjà fait une première fois en 2014.

La répression post-2013 se traduit également par l’expansion transfrontalière des politiques anti-FM. Riyad et Abou Dhabi ont ainsi directement coopéré avec des forces autoritaires dans la région pour entraver l’influence du mouvement. En Libye notamment, ils n’ont pas hésité à appuyer le général Haftar pour contrer les islamistes proches des FM et membres de la coalition au pouvoir à Tripoli.

Fin avril, c’était au tour de la Jordanie d’annoncer l’interdiction sur son territoire des activités de la confrérie, dont la branche politique, le Front islamique d’action, fondé en 1992, est la plus puissante au sein de l’opposition. Difficile de ne pas y déceler de liens avec la guerre que mène Israël actuellement dans la bande de Gaza. Car la popularité du Front de l’action islamique et le rôle mobilisateur que joue celui-ci dans les manifestations de solidarité avec les Palestiniens mettent la couronne, intégrée à l’axe américano-golfique régional, sous une double pression : la rue d’une part, les États-Unis et Israël de l’autre.

Fruit de dynamiques géopolitiques en leur défaveur, ce recul des FM est aussi à mettre sur le compte de leurs propres erreurs et divisions. Les courants issus de l’islam politique – dont ils représentent la tendance la plus importante – se sont distingués par leur manque de compétence et d’expérience dans la gouvernance, mais aussi par leur rapport hégémonique au pouvoir et à l’État. En Égypte notamment, le mandat de Mohammed Morsi – qui n’a remporté le scrutin présidentiel que d’une courte tête – s’est caractérisé par la volonté d’imposer une nouvelle constitution plus « *islamiste* » à une population extrêmement diverse, témoignant ainsi d’une appréhension de la démocratie comme étant le résultat du choix majoritaire uniquement, au mépris de l’inclusivité et du consensus.

Reste qu’il serait aujourd’hui fort prématuré d’enterrer une organisation vieille de presque un siècle, accoutumée à la répression et qui a développé, au cours de son histoire, une capacité à résister en terrain hostile. La situation critique dans laquelle se trouve le mouvement en Égypte aujourd’hui rappelle à certains égards les années nassériennes.

« *Cela peut être comparé à la période dite de la “mihna” des années 1950 durant laquelle plusieurs membres de la confrérie ont été arrêtés, torturés et parfois exécutés. Mais concernant la branche jordanienne du groupe, celle-ci n’a jamais été confrontée aux mêmes difficultés que ces dix dernières années* », souligne Joas Wagemakers, qui note que la manière dont le groupe survit est d’avoir, entre autres, des branches dans différents pays, « *de sorte que les malheurs des uns ne soient pas ceux des autres* », et de développer un réseau international qui dépasse le monde arabe.

**Anticolonialisme**

Les Frères musulmans pourraient en outre bénéficier de l’attrait grandissant de l’islam politique auprès d’une partie des opinions publiques, après une longue période de désaffection. D’après une étude de Arab Barometer datant de mai 2023, « *le soutien à l’idéologie de l’islam politique est en hausse* » depuis 2018-2019. Et « *en 2021-2022, environ la moitié ou plus des personnes interrogées dans cinq des dix pays sondés convenaient que les dignitaires religieux devraient avoir une influence sur les décisions gouvernementales* ».

Le caractère anticolonial de l’idéologie frériste – l’une des principales constantes depuis sa naissance en 1928 jusqu’à aujourd’hui – peut en outre trouver oreille attentive dans un contexte marqué par l’achèvement de la conquête israélienne de la Palestine et l’explosion de la popularité du Hamas – issu des FM – depuis le 7-Octobre dans l’ensemble du monde arabo-musulman, si ce n’est à Gaza. Car si l’organisation a, dans sa majorité, abandonné depuis plusieurs décennies la violence, celle-ci lui paraît toujours légitime dans le cas de la lutte contre le colonialisme et les occupations étrangères.

« *La popularité du Hamas ne lui servira pas à grand-chose si la population qu’il gouvernait à Gaza disparaît des suites du génocide en cours* », nuance Thomas Pierret, chercheur au CNRS et rattaché à l’Iremam. « *Par ailleurs, à terme, il y aura sans doute de plus en plus de voix, chez les Palestiniens et dans la région, pour reprocher au Hamas d’avoir entraîné les Gazaouis dans une entreprise suicidaire*. »

Enfin, si à première vue, le renversement du régime Assad en Syrie en décembre dernier et l’arrivée au pouvoir d’Ahmad el-Chareh, alors à la tête du groupe jihadiste Hay’at Tahrir el-Cham (HTC), pourrait constituer une aubaine politique pour un groupe longtemps martyrisé sous l’ancien pouvoir, la réalité semble plutôt en demi-teinte. « *HTC et les FM viennent de traditions idéologiques diamétralement opposées. Même si HTC a fait beaucoup de compromis sur son idéologie jihadiste initiale, il reste très éloigné des FM sur la question du système politique : les FM sont favorables au multipartisme, aux élections, à la séparation des pouvoirs (y compris à un parlement doté d’un pouvoir de contrôle de l’exécutif), alors qu’HTC s’oppose à tout cela et promeut une vision beaucoup plus autoritaire du système politique* », rappelle Thomas Pierret. « *HTC n’a pas autorisé les FM à ouvrir de bureaux en Syrie, en partie pour rassurer l’Arabie et les Émirats, et parce qu’ils ne souhaitent pas voir des partis ou mouvements d’opposition se structurer.* » Les FM ne sont donc pas en odeur de sainteté, et Ahmad El-Chareh n’a toujours pas accordé de rencontre officielle à ses hauts dirigeants locaux. « *Cela n’empêche pas qu’ils aient une influence dans d’autres secteurs que le politique (parmi les hommes de religion et dans l’armée, puisque des postes importants ont été attribués à des cadres de Faylaq al-Sham, une ex-faction rebelle de tendance FM)* », ajoute le chercheur.

La confrérie n’a de surcroît aucun parrain étranger en Syrie, ayant été petit à petit abandonnée par la Turquie, qui cherche depuis plusieurs années à apaiser ses relations avec Le Caire et Riyad. Le groupe a beau avoir historiquement payé cher son opposition au régime Assad, il est aujourd’hui renvoyé à la périphérie de la politique, se contentant de communiqués de soutien au nouveau pouvoir ainsi que d’appels à la mise en place d’élections et à l’autorisation d’officier en tant que parti politique.

**Post-salafisme**

Dans le même temps, Ahmed el-Chareh semble lui-même, ironiquement, entamer un processus de « *frérisation* ». Car in fine, l’une des caractéristiques des FM est de ne porter que peu d’intérêt aux débats théologiques. Leur objectif est avant tout celui de la consolidation du pouvoir. « *C’est une organisation de politiciens ayant une vision militante de l’islam. Les FM souhaitent avoir leur mot à dire, sont très organisés et n’ont qu’une vision relativement vague de ce que pourrait être une solution islamique* », résume Joas Wagemakers. « *Tout cela leur permet d’être flexibles, ce qui est un atout en période de crise*. »

Or aujourd’hui, Ahmed el-Chareh se présente comme un chef d’État pragmatique qui doit reconstruire une Syrie morcelée et exsangue, et donc se montrer capable de concessions pour entrer dans les bonnes grâces de l’Occident et développer ses relations avec les puissances arabes du Golfe. « *La vision, comme dirait Olivier Roy, “post-salafiste” d’el-Chareh peut-elle se transformer en un nouveau courant islamiste influent au Moyen-Orient ? Ici, il faut distinguer l’idéologie islamo-nationaliste d’el-Chareh de sa méthode. Le nouveau dirigeant syrien a répété plusieurs fois depuis son arrivée au pouvoir que la révolution n’avait pas vocation à s’exporter hors de Syrie, et il n’en a de toute manière pas les moyens. Son idéologie n’est en outre pas très différente de celle des Talibans afghans* », note Raphaël Lefèvre, professeur de relations internationales à l’université de Bristol et spécialiste de l’islam politique. « *Concernant la méthode, en revanche, il y a une vraie innovation pour un mouvement d’origine salafiste-jihadiste dans la volonté de compromis inédite et l’accent mis sur le pragmatisme. S’il arrive à stabiliser la Syrie par ce biais, et à relancer l’économie, cela peut devenir un vrai modèle*. »